



MINISTRE DES MINES

*Le Ministre*

ARRETE MINISTERIEL N°...../CAB.MIN/MINES/01/2014 DU ..... 14 JUL 2014  
PRENANT ACTE DE LA DECLARATION DE RENONCIATION TOTALE  
AU PERMIS DE RECHERCHES N° 6656  
DE LA SOCIETE PREMIERE MINIERE DU KATANGA

---

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littéra f, et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10 alinéa 1<sup>er</sup>, 12, 62 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, spécialement ses articles 129 à 133 ;

Vu l'Ordonnance n° 12/007 du 11 juin 2012 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1<sup>er</sup> B points 9 et 14 ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et des Vice-Ministres ;

Considérant la déclaration de renonciation totale n° 5743 introduite par la **SOCIETE PREMIERE MINIERE DU KATANGA** en date du 19 mars 2014 et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier ;

**A R R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Il est pris acte de la déclaration de renonciation totale, par la **SOCIETE PREMIERE MINIERE DU KATANGA** au Permis de Recherches n° **6656**.



### Article 2 :

Le périmètre minier couvert par le Permis de Recherches n° **6656** renoncé est composé de **132** carrés entiers, contigus et uniformes situés dans le Territoire de Kasenga, District du Haut-Katanga, Province du Katanga.

### Article 3 :

A compter de la date de signature du présent Arrêté, le périmètre minier renoncé tel que défini à l'article 2 ci-haut est confié au Centre de Recherches Géologiques et minières « C.R.G.M. », conformément à l'Arrêté ministériel n° 2899/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 22 mai 2007, pour besoin de recherches.

### Article 4 :

Conformément aux prescrits de l'article 60 du Code Minier, la renonciation totale au Permis de recherches n° **6656** ne donne droit à aucun remboursement des droits superficiels annuels par carré et autres frais payés à l'Etat pour l'octroi ou le maintien dudit permis.

Cette renonciation totale ne libère pas la **SOCIETE PREMIERE MINIERE DU KATANGA** de ses obligations relatives à la protection de l'environnement ainsi qu'à ses engagements envers la communauté locale.

### Article 5 :

Le présent Arrêté donne lieu à l'annulation du Certificat de recherches n° **CAMI/CR/2825/2007** du 1<sup>er</sup> février 2007.

### Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **4 JUL 2014**

**Martin KABWELULU**

#### Ampliations

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Premier Ministre : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre minier : 1
- CTCPM : 1
- SAESSCAM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction des Investigations : 1
- Direction chargée de la Protection de l'Environ. : 1
- Div. Prov. des Mines & Géologie du ressort : 1
- STE PREMIERE MINIERE DU KATANGA : 1

14